

Pluie d'argent et de promesses sur la Tunisie

Nombreux engagements annoncés lors de la conférence internationale. Entre dons, aides et crédits, les chiffres dépassent le budget 2017 de l'État.

PAR NOTRE CORRESPONDANT À TUNIS, BENOÎT DELMAS ([HTTP://AFRIQUE.LEPOINT.FR/JOURNALISTES/BENOIT-DELMAS](http://afrique.lepoint.fr/journalistes/benoit-delmas))

Publié le 30/11/2016 à 17:00 | Le Point Afrique

Béji Caïd Essebsi à l'ouverture de Tunisia 2020 le 29 novembre 2016. © REUTERS/Zoubeir Souissi

Tout le monde veut y croire. Même le gardien du parking de l'hôtel El Hana à Tunis est formel : « La conférence, c'est bon pour la Tunisie, c'est bon pour les autres pays. » « Tunisia is back », affirme de son côté Youssef Chahed, le chef du gouvernement, lors d'un point d'étape. Une version tunisoise du win-win qui court du simple citoyen au sommet de l'État. Certes, au même moment, les professeurs scandent « dégage » devant le ministère de l'Éducation nationale pendant qu'à Msaken (1 h 30 de route au sud de Tunis) les 700 ouvriers de la STIP (pneumatique) coupent les routes, leurs salaires n'ayant pas été versés après leur mise au chômage brutale... Constat assassin d'une journaliste tunisienne : « Le pays ne se résume pas à cent mètres carrés dans le centre de Tunis. » Les Tunisiens ont découvert mardi soir, via les médias, un peu abasourdis, que quelque « 14 milliards de dollars » ont été accordés à leur pays lors de la première journée du sommet pour l'investissement. Une somme qui correspond au budget 2017 de l'État. Vertigineux.

Dans les entrailles de la diplomatie économique

Depuis quelques jours, les représentations diplomatiques tournent à plein régime pour gérer les délégations politiques et économiques qui arrivent d'Allemagne, d'Arabie saoudite, de France, du Qatar, de Turquie... Un ballet qui démarre de l'aéroport de Tunis-Carthage, se poursuit par des cortèges de véhicules qui se dispersent dans les cinq-étoiles du Grand Tunis et s'achève sur la scène du palais des congrès, la vitrine de Tunisia 2020. Avenue Mohamed-V, au cœur de la capitale, le lieu affiche complet. Ses autres épicentres sont la Kasbah, le Matignon tunisois, et le palais de Carthage, où le président de la République a convié à déjeuner de nombreux hôtes. Au préalable, flanqué de l'émir al-Thani, du Qatar, et de Manuel Valls, Béji Caïd Essebsi a ouvert les festivités économiques par un sobre discours. Ironie, c'était son anniversaire. Le président fêtait ses 90 ans. Le Premier ministre algérien le lui a d'ailleurs fêté en personne.

États et institutions au rendez-vous

Les annonces se sont succédé au palais des congrès. Un inventaire où Prévert aurait été remplacé par Keynes. À peine le Qatar annonçait-il 1 250 millions de dollars que la France rappelait le milliard d'euros de dons sur cinq ans ainsi qu'un ajout de l'AfD de 250 millions par an. Alain Pilloux pour la BERD signait une promesse de 650 millions d'euros sur cinq ans quand le commissaire européen Johannes Hahn jugeait que l'aide de l'UE pourrait « monter à 800 millions d'euros par an d'ici 2020 ». Werner Hoyer, PDG de la BEI, confirmait un prêt de 2,5 milliards d'euros sur cinq ans. Côté Koweït, un prêt d'un demi-milliard de dollars fusait quand le Fades (Fonds arabe de développement économique et social) signait un mémorandum d'entente et de coopération de 1,5 milliard de dollars. Sans oublier les Suisses (250 millions de dinars), les Canadiens (24 millions de dollars), les Saoudiens (100 millions de billets verts dont 15 pour la mosquée de Kairouan)... Les



© REUTERS/Zoubeir Souissi

organisateur ne dissimulaient pas leur satisfaction. Néanmoins, le détail de ces nombreux protocoles d'accord, mémorandum et autres engagements demeure à préciser. Si la BEI accorde cent millions à Tunisie Telecom, l'argent n'est pas encore ciblé dans de nombreux cas. Pour les États et les grandes institutions, il s'agissait de prouver à la Tunisie qu'ils se rangeaient à ses côtés afin de l'arrimer définitivement à la démocratie. Les interrogations sont légion : qui va gérer cet argent, le contrôler, l'encadrer ? L'État doit-il être au centre de tout dans un pays déjà hypercentralisé ? Euphorique, le ministre Zied Ladhari disait qu'à « la success story politique » devait succéder « une success story économique ». Un intervenant lui a demandé de demeurer prudent tout en lui fixant rendez-vous dans un an, même lieu, même heure.

Les entreprises privées plus discrètes

Si les mastodontes ont parlé – Christine Lagarde est intervenue par visioconférence depuis son bureau de DG du FMI –, le secteur privé a été plus timide. Plusieurs intervenants expliquaient que la lutte contre la corruption et la contrebande était une nécessité pour que les PME viennent en force. Sans cette garantie, l'Utica dit souvent que le secteur informel pèse pour moitié de l'économie, point d'investisseurs autres que ceux qui font de la politique avec des aides, des dons ou des crédits. Ce paramètre n'entre pas dans le raisonnement d'un « petit » patron. Il a besoin d'un cadre où la concurrence est équitable et non biaisée par la fraude. Mais au-delà de l'aspect roadshow de la conférence internationale, la Tunisie vendait son image de marque. Au premier plan : la sécurité.

Démonstration de force sécuritaire

Le ministre de l'Intérieur l'avait promis : Tunisia 2020 serait une vitrine de l'efficacité sécuritaire de ses troupes. Mission accomplie. Les différents services ont su gérer l'événement. Un an après les trois attentats (Bardo, Sousse et Tunis) qui ont ensanglanté le pays, la démonstration de ce savoir-faire était cruciale. La présence policière fut impressionnante. À chaque carrefour, le long des routes, autour des bâtiments officiels, on pouvait compter de multiples uniformes. Des véhicules dignes de *Mad Max* étaient disposés çà et là pour appuyer la démonstration de force. Dans chaque hôtel du centre de Tunis,

dans les cafés, des policiers invisibles se tenaient dans un coin, dos au mur, face à la salle. À l'écoute. Tous les services étaient sur pied, ceux qu'on voit comme ceux qu'on ne peut deviner. Les Européens, Valls en tête, répétèrent à l'infini qu'il fallait « venir en Tunisie ». Cet étalage de sécurité a pu rassurer ceux qui avaient des doutes. L'ordre régnait en ville. Les routes et les avenues utilisées par les quelques milliers d'invités avaient été nettoyées comme rarement. On avait repeint, bouché les nids-de-poule, passé au peigne fin les infrastructures. Un peu plus loin, à l'abri des regards des conférenciers, la situation était un peu différente...

Le marketing de « la success story économique »

Si Tunisia 2020 se révèle une opération séduction réussie, la présidente de l'Utica a souligné qu'il s'agissait dans de nombreux cas de « promesses d'investissements » et que pour les projets signés, il faudrait mettre en place une commission chargée du suivi. Selon le chef du gouvernement, « Tunisia is back ». À lui et son équipe d'œuvrer pour que cette rafale de projets aboutisse et contribue à créer des emplois. À la veille de l'hiver, période socialement houleuse en Tunisie, il y a urgence. Le taux de chômage national est de 15,6 %. Dans certains gouvernorats, il dépasse les 25 à 30 %.